

Quelques mesures de la connaissance politique des jeunes Liégeois⁽¹⁾

Bernard FOURNIER

Chargé de cours au Département de Sciences politiques, Université de Liège

Min REUCHAMPS

Aspirant du Fonds de la Recherche Scientifique – FNRS
au Département de Sciences politiques, Université de Liège

◆ TABLE DES MATIÈRES ◆

I. La connaissance de la répartition des compétences	374
II. La connaissance des acteurs politiques	377
III. Connaissances et intérêt politique	381
Conclusion	382



⁽¹⁾ Cet article reprend en partie une communication présentée au colloque «Civic Education and Political Participation» organisé à l'Université de Montréal en juin dernier. Pour le support financier apporté à cette recherche, nous sommes reconnaissants au P^r Michel HERBIET, professeur honoraire de sciences politiques de l'Université de Liège. Nous aimerions également souligner l'aide précieuse d'Alexia PIRONET qui a joué un rôle essentiel dans la passation des 1.437 questionnaires de l'enquête et dans la première phase de l'analyse des données. Nos remerciements vont également à Vincent COBUT, Pierre GRAMME, Thomas ROLAND et Raphaël TRUONG qui ont fait passer les questionnaires dans les différentes écoles en février et mars 2007 ainsi qu'à Émilie PARTHOENS qui nous a assistés dans la mise en forme de la banque de données. Élodie FLABA qui travaille avec nous à la rédaction d'un ouvrage sur les jeunes et la politique doit également être vivement remerciée pour son aide efficace dans la préparation de cet article. Le P^r Raymond HUDON, professeur titulaire à l'Université Laval, Québec, nous a toujours accompagné lors de nos projets de recherches. Enfin, nous voudrions remercier les enseignants qui ont accepté que les questionnaires soient distribués dans leurs classes et les étudiants qui les ont gentiment remplis.

La mesure des niveaux de connaissance politique n'est pas un exercice aisé. Les instruments mis au point par les chercheurs prêtent souvent à controverse, bien qu'une large majorité d'entre eux reconnaissent l'importance d'appréhender ce que les gens savent à propos des institutions, des acteurs, des systèmes politiques – en d'autres termes, à propos de la politique⁽²⁾. Dans le présent contexte constitutionnel en Belgique, il est certes utile de déterminer, ne serait-ce que partiellement, si les citoyens comprennent les concepts politiques dont on parle et identifient les acteurs principaux du jeu politique. Qu'en est-il spécifiquement chez les jeunes qui, déjà, n'ont pas des niveaux d'intérêt politique et de participation élevés⁽³⁾ ?

À partir des résultats d'une vaste enquête effectuée auprès de 1.437 élèves liégeois au printemps 2007, cet article offre une première mesure des niveaux de connaissance politique des jeunes de 16-19 ans⁽⁴⁾. Bien que le questionnaire utilisé abordait de nombreuses dimensions (qui ne seront pas reprises dans cet article), seulement sept questions concernaient directement les connaissances

(2) Voyez par exemple, Michael X. DELLI CARPINI et Scott KEETER, « Measuring Political Knowledge: Putting First Things First », *American Journal of Political Science*, 37, n° 4 (1993), 1179-206; Michael X. DELLI CARPINI et Scott KEETER, *What Americans know about politics and why it matters*, New Haven, Yale University Press, 1996; David DENVER et Gordon HANDS, « Does Studying Politics Make a Difference? The Political Knowledge, Attitudes and Perceptions of School Students », *British Journal of Political Science*, 20, n° 2 (1990), 263-79; Min REUCHAMPS, « L'actualité du fédéralisme. Perceptions et préférences fédérales des citoyens francophones belges », présenté à La tribune jeunes chercheurs, Quatrième Congrès de l'Association belge de science politique – Communauté française, Université catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve, 24-25 avril 2008.

(3) Parmi les travaux récents, les chercheurs de la Katholieke Universiteit Leuven, en collaboration avec l'Université McGill à Montréal ont tenté de dépeindre une image précise de la jeunesse belge actuelle: Ellen CLAES, Céline DECLEIRE, Yves DEJAEGHERE, Stefaan FIERS, Marc HOOEGHE et Ellen QUINTELIER, *Étude Jeunesse 2006: Un premier portrait des opinions des jeunes de seize ans*, Louvain, Centre for Citizenship and Democracy, 2006, 22 p. En 2005, un symposium sur l'engagement politique des jeunes en Europe a été organisé par la Confédération des organisations de jeunesse (COJ); les actes de cet événement ont été publiés: Confédération des Organisations de Jeunesse, *Actes du séminaire sur « L'Engagement des jeunes en Europe »*, Bruxelles, 2006, 45 p. À côté de ces études, le travail d'Anne MUXEL apporte une bonne introduction à la question: Anne MUXEL, *Les jeunes et la politique*, suivi d'un débat avec Pascal PERRINEAU, Paris, Hachette, coll. « Questions de politique », 1996, 137 p. Enfin, sur Internet, le site de l'Observatoire Jeunes et Société représente une source utile d'informations (<http://www.obsjeunes.qc.ca>). On consultera également une partie de nos propres travaux sur le site *Réflexions* de l'Université de Liège (http://reflexions.ulg.ac.be/cms/c_5022/sciences-politiques).

(4) Basé sur une enquête réalisée en 1990 par l'un d'entre nous, le questionnaire avait pour but de mesurer l'intérêt politique des jeunes et leur niveau de participation à un large choix d'associations, ainsi que d'autres indicateurs (confiance dans les institutions, impact des décisions politiques, rôle de l'État, etc.). Au total, 150 questions ont été posées à 1.437 étudiants en classe dans neuf écoles de Liège et de sa périphérie. L'échantillon est composé de 43 % de garçons et de 57 % de filles, parmi lesquelles les trois quarts avaient entre 16 et 18 ans (78 %). Statistiquement, l'échantillonnage n'est pas aléatoire, mais la sélection des écoles et des classes tient compte de la diversité sociale et culturelle de la région. Dans la mesure où le questionnaire a été administré pendant les heures de cours, parfois en présence du professeur, le taux de non-réponse est plutôt bas.

politiques, sur deux aspects du paysage politique belge⁽⁵⁾ : d'une part, cinq questions évaluaient la connaissance des instances compétentes (gouvernement fédéral, Régions ou Communautés) en matière d'éducation, de défense nationale, d'entretien des routes, de justice, et d'agriculture – les réponses correctes étant respectivement les Communautés, le gouvernement fédéral, les Régions, le gouvernement fédéral et les Régions ; d'autre part, deux questions demandaient simplement qui était le Premier Ministre (au moment de l'enquête, il s'agissait de Guy VERHOFSTADT) et qui était le Ministre-Président de la Région wallonne (au moment de l'enquête, Élio DI RUPO). Dans une seconde partie de l'article, ces niveaux de connaissances seront brièvement comparés à un indicateur d'intérêt politique : observe-t-on un lien entre une meilleure connaissance et un plus grand intérêt ? Quel enseignement peut-on en tirer ?

Sans expliquer ici en détail les institutions et les dynamiques de la fédération belge, il est cependant important de mentionner que la transformation progressive de la Belgique d'un État unitaire en un État fédéral n'est pas encore un processus terminé – et les crises politiques qui ont marqué le Royaume depuis les élections de juin 2007 le prouvent sans conteste. Or, un contexte de partage récent des compétences et même de redistribution fréquente rend complexe la connaissance de ce partage. Sur cette base, les cinq questions posées sur la répartition des compétences essaient d'appréhender dans quelle mesure le répondant connaît ou comprend cette dynamique. Cette complexité, comme il sera vu, apparaît bien dans l'analyse des résultats. Quant aux deux questions concernant le Premier Ministre et le Ministre-Président, elles sont d'un autre ordre et peuvent sembler plus directes au premier abord. En effet, il leur a simplement été demandé s'ils savaient quel homme/femme était au pouvoir. Si la question sur le Premier Ministre était plutôt facile (Guy VERHOFSTADT était Premier Ministre depuis huit ans au moment de l'enquête), la question sur le Ministre-Président de la Région wallonne était plus difficile dans la mesure où les entités fédérées manquent généralement de visibilité et qu'il y avait eu plusieurs changements de Ministres-Présidents au cours des dernières années. La différence entre les deux types de questions explique pourquoi nous les traiterons séparément : en premier lieu, les questions sur la distribution des compétences et ensuite les questions concernant les acteurs politiques.

⁽⁵⁾ Si un plus grand nombre de questions est toujours souhaitable, il faut noter qu'il n'est pas rare de voir des enquêtes importantes fondées sur un faible nombre de questions. Voir, par exemple, Henry MILNER. « La connaissance politique et la participation politique chez les jeunes Américains, Canadiens et Québécois. Complément de *L'Annuaire du Québec 2008* », in *L'Annuaire du Québec*, Michel VENNE et Miriam FAHMY (dir.), Montréal, Institut du Nouveau Monde, 2008.

I. LA CONNAISSANCE DE LA RÉPARTITION DES COMPÉTENCES

Dans le Tableau 1, l'importante proportion de jeunes ne connaissant pas les réponses frappe immédiatement. Cette réalité était prévisible auprès d'une population de 16 à 19 ans. Il aurait été possible de «forcer une réponse»⁽⁶⁾, mais il nous a semblé préférable d'illustrer cette réalité dans notre démonstration. Les résultats semblent confirmer que nous avons raison puisque entre 29 et 41% des répondants ont choisi cette option. Cela démontre que la répartition des compétences en Belgique n'est pas *toujours* très familière aux jeunes citoyens – même si ici, à l'exception de l'agriculture, seulement les plus importantes compétences ont été proposées.

TABLEAU 1

Les jeunes et la répartition des compétences dans la fédération belge (en pourcentage)
(Liège, 2007)

Quel gouvernement est compétent pour... ?

	Gouvernement fédéral	Régions	Communautés	Je ne sais pas
La défense nationale	60	5	5	29
La justice	53	9	8	30
L'entretien des routes	14	38	20	28
L'agriculture	6	33	20	41
L'éducation	18	14	32	35

Les chiffres en gras et en italique indiquent les réponses correctes. Les questions sont présentées par ordre descendant en fonction du pourcentage de réponses correctes obtenues.

Les totaux n'équivalent pas à 100% en raison des arrondis.

Deuxième constat: les résultats démontrent que les deux compétences fédérales – défense nationale et justice – sont mieux identifiées par les élèves que les compétences des entités fédérées. Il y aurait beaucoup à dire à propos de cette hiérarchie. Une raison permettant de l'expliquer, peut-être, repose dans la nature «intrinsèque» de ces compétences: la défense nationale (reconnaissons ici un petit biais dans la question de par l'introduction de l'adjectif «national») et la justice (sans autre qualification) devant être, presque par définition, les prérogatives du niveau fédéral. Ceci dit, il est encore surprenant qu'entre 40% et 50% des répondants n'aient pu répondre ou se soient trompés à ces deux questions. Mais leur formulation et la connaissance du contexte qu'elles requiè-

⁽⁶⁾ En fait, il y a un débat parmi les spécialistes sur les effets de proposer explicitement ou non un «sans réponse» au répondant (voir, par exemple, Jeffery J. MONDAK et Belinda CREEL DAVIS, «Asked and Answered: Knowledge Levels When We Won't Take 'Don't Know' for an Answer», *Political Behavior*, 23, n° 3 (2001), 199-224).

rent (que sont le gouvernement fédéral, les Régions et les Communautés) peuvent encore l'expliquer.

Finalement, il est surprenant de constater que seulement le tiers des élèves savent quelle entité est responsable de leur éducation. En pourcentage, il s'agit d'ailleurs de la compétence la moins bien connue (avec l'agriculture). Elle est pourtant au cœur de l'idée du « découpage fédéral » de la Belgique, les jeunes francophones, flamands et germanophones ne suivant plus les mêmes enseignements. En couplant ce résultat avec la proximité pourtant quotidienne de cette réalité pour les jeunes, cela en dit beaucoup sur la connaissance de la dynamique fédérale.

Cette première interprétation, question par question, des réponses aux indicateurs de connaissance politique donne certainement une vision trop partielle. Dès lors, le cumul des réponses dans le but de construire un indice offre un portrait plus diversifié de la connaissance politique (Tableau 2). Cet indice, une fois recodé, pourra être enrichi par une comparaison avec les caractéristiques sociodémographiques classiques.

À une extrémité de cette nouvelle mesure, 23 % des jeunes ne peuvent répondre correctement à aucune des questions de connaissance politique sur la répartition des compétences ; à l'autre extrémité, 7 % d'entre eux donnent les réponses correctes pour les cinq questions ; entre les deux, la division entre les étudiants est plutôt homogène. Il doit être souligné que 45 % de nos répondants ont donné trois réponses correctes ou plus, ce qui est un score plutôt bon en regard de la complexité du système fédéral belge⁽⁷⁾.

TABLEAU 2

Les jeunes et la répartition des compétences dans la fédération belge
Indice des réponses correctes (parmi un maximum de cinq)
(Liège, 2007)

	Fréquence	Pourcentage
Aucune	272	23
Une réponse correcte	156	13
Deux réponses correctes	222	20
Trois réponses correctes	276	23
Quatre réponses correctes	175	15
Cinq réponses correctes	87	7

1.188 répondants au sein d'un échantillon de 1.437 personnes.

Les totaux n'équivalent pas à 100 % en raison des arrondis.

⁽⁷⁾ Il est intéressant de noter que nous pouvons compter 32 profils de « bonnes réponses » dans notre échantillon. Ceux comprenant la défense nationale et la justice sont les plus fréquents.

Pour comparer sur la base des caractéristiques sociodémographiques traditionnelles, les résultats du cumul ont été recodés en quatre catégories (aucune réponse correcte – une ou deux réponses correctes – trois réponses correctes – quatre ou cinq réponses correctes). De toutes les variables sociodémographiques de notre échantillon (genre, âge, lieu de naissance, lieu de naissance du père, religion, profession du père, profession de la mère, type d'enseignement suivi, type d'école, travaillant en tant qu'étudiant, futur après l'école), seule une différence significative au niveau statistique pour le genre et l'année d'étude poursuivie peut être observée. Comme le montre le Tableau 3, plus d'un quart des garçons appartiennent au niveau des élèves cumulant le plus de bonnes réponses et seulement un peu moins d'un cinquième des filles. Devrions-nous y voir ici une autre illustration d'un intérêt pour la « politique » plus large parmi les hommes⁽⁸⁾ ?

TABLEAU 3
Indice des réponses correctes sur la répartition des compétences
entre les gouvernements en Belgique en fonction du genre (en pourcentage)
(Liège, 2007)

	Homme	Femme	Total
Aucune	21	24	23
Une ou deux réponses correctes	31	33	32
Trois réponses correctes	20	25	23
Quatre ou cinq réponses correctes	28	18	22

1.178 répondants au sein d'un échantillon de 1.437 personnes.

$\chi^2 = 16,662$ ($p < .001$). Les totaux n'équivalent pas à 100 % en raison des arrondis.

Le Tableau 4, illustrant le rapport entre l'année d'étude et la connaissance de la répartition des compétences, montre clairement que les étudiants en dernière année de secondaire sont plus à même de connaître quel gouvernement est compétent. Cela pourrait être le simple effet de l'âge, mais en fait, puisque la plupart des élèves n'étudient le système fédéral belge qu'en 6^e année de secondaire, il est aisé de croire que cette réalité se transpose dans les résultats. Le fait que la distribution des résultats pour les étudiants de 4^e et 5^e secondaires soit essentiellement la même nous conforte encore plus dans cette opinion. La moitié des étudiants de 6^e (ou 7^e) année de secondaire répondent correctement à 3 questions ou plus, ce qui représente 10 % de plus que les étudiants de 4^e et de 5^e année. Seulement 17 % ne connaissent aucune réponse et 28 % donnent 4 ou 5 réponses correctes, ce qui est fort différent des plus jeunes.

⁽⁸⁾ Rappelons que, dans notre échantillon, les filles représentent 57 % des répondants.

TABLEAU 4
**Indice des réponses correctes sur la répartition des compétences
 entre les gouvernements en Belgique par année d'étude (en pourcentage)
 (Liège, 2007)**

	4 ^e	5 ^e	6 ^e -7 ^e	Total
Aucune	26	26	17	23
Une ou deux réponses correctes	34	31	31	32
Trois réponses correctes	21	25	24	23
Quatre ou cinq réponses correctes	19	19	28	22

1.188 répondants au sein d'un échantillon de 1.437 personnes.

$\chi^2 = 22,631$ ($p < .001$). Les totaux n'équivalent pas à 100% en raison des arrondis.

Généralement, donc, il est possible d'affirmer que le niveau de connaissance quant à la répartition des compétences entre les trois niveaux de gouvernements en Belgique est faible. Toutefois, il s'agit aussi de réalités complexes qui sont encore plus difficiles en raison des changements en cours de notre système politique. Avant de tirer des conclusions, l'étude d'un autre type de questions de connaissances politiques s'avère pertinente – même s'il sera encore difficile d'éviter la division fédéral/fédéré.

II. LA CONNAISSANCE DES ACTEURS POLITIQUES

Comme expliqué précédemment, les deux questions que nous avons choisies pour résumer cette réalité étaient plutôt faciles : qui est le Premier Ministre ? Et qui est le Ministre-Président ? Toutefois, à première vue, les résultats à ces deux questions peuvent paraître plutôt surprenants (Tableau 5).

TABLEAU 5
**Les jeunes et les acteurs politiques (en pourcentage)
 (Liège, 2007)**

<i>Qui est... ?</i>	J. VANDE G. VERHOF-				Je ne sais pas
	É. DI RUPO	Y. LETERME	LANOTTE	STADT	
Le Premier Ministre fédéral	9	2	2	69	19
Le Ministre-Président de la Région wallonne	G. VERHOF-				Je ne sais pas
	M. ARENA	A. ANTOINE	STADT	É. DI RUPO	
	7	5	5	50	34

Les chiffres en gras et en italique indiquent les bonnes réponses.

Les totaux n'équivalent pas à 100% en raison des arrondis.

Si le nom du Premier Ministre est connu par presque 70% des répondants – ce qui implique tout de même que près du tiers ne sait pas qui il est ou donne une mauvaise réponse! –, seulement la moitié des jeunes interrogés peut donner la réponse correcte quand on leur demande le nom du Ministre-Président wallon. Nous avons dit précédemment que ce dernier avait changé un peu avant la passation du questionnaire et qu'Élio DI RUPO n'était en poste que depuis quelques mois. Cependant, la moindre visibilité de ce rôle comparée à celle de Premier Ministre peut aussi expliquer le taux inférieur de bonne réponse (la Belgique est un jeune État fédéral et même si aucun de nos répondants n'a vécu dans l'ancien État unitaire, le gouvernement fédéral est toujours vu comme *le* gouvernement pour de nombreux francophones). Comme nous l'avons fait pour les questions concernant la répartition des compétences, nous avons combiné les résultats de ces deux questions dans une échelle unique: ceux qui connaissent les deux réponses, ceux qui ne connaissent qu'une des deux réponses et ceux qui ne connaissent aucune des deux (Tableau 6).

TABLEAU 6
Jeunes et acteurs politiques
Indice des réponses correctes (en pourcentage)
(Liège, 2007)

	Fréquence	Pourcentage
Ne savent pas	343	28
Connaissent seulement un nom	336	27
Connaissent les deux noms	563	45

1.242 répondants au sein d'un échantillon de 1.437 personnes.

Les totaux n'équivalent pas à 100% en raison des arrondis.

Presque la moitié des étudiants connaissent les deux acteurs politiques; l'autre moitié est divisée entre ceux qui ne connaissent qu'un des deux noms (généralement le nom du Premier Ministre) et ceux qui ne connaissent aucun d'entre eux. Afin d'illustrer davantage ces données, nous avons réalisé plusieurs croisements avec des variables sociodémographiques. Contrairement à l'analyse précédente, presque tous sont significatifs – et nous aurons à considérer cet aspect plus tard. Nous présentons ici les trois analyses les plus intéressantes. La première est – à nouveau – l'effet du genre sur la connaissance politique (Tableau 7). La différence est ici plus frappante: les garçons ont tendance à mieux connaître les deux acteurs politiques puisque 55% d'entre eux connaissaient les deux noms (contre seulement 39% des filles).

TABLEAU 7
**Indice des réponses correctes sur les acteurs politiques en Belgique
 en fonction du genre (en pourcentage)
 (Liège, 2007)**

	Homme	Femme	Total
Ne savent pas	21	32	27
Connaissent un nom	24	30	27
Connaissent les deux noms	55	39	45

1.229 répondants au sein d'un échantillon de 1.437 personnes.

$\chi^2 = 32,616$ ($p < .001$). Les totaux n'équivalent pas à 100 % en raison des arrondis.

Puis, le tableau suivant montre comment le lieu de naissance du père est une variable statistiquement discriminante en ce qui concerne la connaissance des deux acteurs politiques (Tableau 8): alors que presque la moitié des étudiants dont le père est né en Belgique connaissent les deux noms, seulement 35 % des étudiants dont le père est né à l'étranger les connaissent. Cela n'est pas une grande surprise dans la mesure où nous savons tous que la socialisation politique des enfants d'immigrants diffère de celle des enfants de parents nés belges⁽⁹⁾.

TABLEAU 8
**Indice des réponses correctes sur les acteurs politiques en Belgique
 en fonction du lieu de naissance du père (en pourcentage)
 (Liège, 2007)**

	Belgique	Europe	Reste du monde	Total
Ne savent pas	23	37	39	28
Connaissent un nom	27	27	26	27
Connaissent les deux noms	49	36	35	45

1.235 répondants au sein d'un échantillon de 1.437 personnes.

$\chi^2 = 30,935$ ($p < .001$). Les totaux n'équivalent pas à 100 % en raison des arrondis.

Enfin, le type d'enseignement suivi est aussi corrélé avec la connaissance des acteurs politiques (Tableau 9). Les étudiants poursuivant des études secondaires générales sont plus souvent capables de donner les deux réponses correctes que ceux suivant un autre type d'enseignement secondaire. La moitié des premiers connaissent les deux noms alors que ce n'est le cas que pour seulement un quart des derniers, et c'est le contraire en ce qui concerne ceux qui ne

⁽⁹⁾ Voy. notamment Bichara KHADER, Marco MARTINIELLO, Andrea REA et Christiane TIMMERMAN, *Penser l'immigration et l'intégration autrement. Une initiative belge inter-universitaire*, Bruxelles, Bruylant, 2006.

savent pas. Ici encore, ce n'est sans doute pas si surprenant dans la mesure où l'entraînement est plutôt différent entre les deux groupes : il est plus probable que la connaissance politique soit enseignée aux étudiants de l'enseignement secondaire général (bien que quelques étudiants de l'enseignement secondaire technique (de transition) aient un important programme de sciences sociales).

TABLEAU 9
Indice des réponses correctes sur les acteurs politiques en Belgique
en fonction du type d'enseignement suivi (en pourcentage)
(Liège, 2007)

	Général	Autre	Total
Ne savent pas	23	45	27
Connaissent un nom	27	28	27
Connaissent les deux noms	50	26	45

1.235 répondants parmi un échantillon de 1.437 personnes.

$\chi^2 = 64,284$ ($p < .001$). Les totaux n'équivalent pas à 100% en raison des arrondis.

Avant d'aller plus loin, quels enseignements peut-on tirer de cette démonstration ? Il est intéressant de remarquer que plus de caractéristiques sociodémographiques créent des écarts entre les jeunes Liégeois lorsque des questions de connaissance sur les acteurs politiques sont posées plutôt que des questions – plus complexes – de répartition des compétences dans le système fédéral belge. Sur cette base, ne serait-il pas possible de poser l'hypothèse que la connaissance des acteurs politiques (spécialement lorsqu'il s'agit des noms fortement médiatisés) n'est pas tellement liée à la connaissance politique *per se* (et en fin de compte un signe d'intérêt politique) mais à la connaissance générale, c'est-à-dire à ce que chacun « devrait » connaître même s'il n'a pas une compréhension profonde du système politique ? Cette notion de connaissance générale (ou, peut-être mieux, « sociale ») est une construction sociale – que nous ne jugeons pas – et n'est dès lors pas partagée par la population dans son ensemble. Ce pourrait être la raison pour laquelle elle serait plus souvent liée aux variables sociodémographiques traditionnelles. En contraste, les cinq questions à propos de la répartition des compétences requièrent une compréhension plus profonde du système politique qui va au-delà de la simple connaissance générale – ce qui expliquerait pourquoi les variables sociodémographiques ont moins d'impact. D'une certaine manière, nous aimerions suggérer que le fédéralisme en Belgique est si complexe que sa « mécompréhension » est partagée de manière égale au sein de notre échantillon (au moins en considérant nos variables sociodémographiques, à l'exception du genre et de l'année d'étude). Avec ces deux hypothèses en tête, explorons pour terminer la connaissance politique à la lumière d'une mesure de l'intérêt politique.

III. CONNAISSANCES ET INTÉRÊT POLITIQUE

Les limites de cet article ne permettent pas d'utiliser une mesure multidimensionnelle de l'intérêt politique selon l'idée que l'un d'entre nous a déjà développée ailleurs⁽¹⁰⁾. Cependant, la question «Est-ce que tu t'intéresses à la politique?», déjà utilisée dans l'enquête, offre une piste de réflexion intéressante. Il convient d'abord de préciser que seulement le tiers des jeunes interrogés se disent *beaucoup* ou *assez intéressés* à la politique. Est-ce surprenant à cet âge (certains n'ayant d'ailleurs pas encore le droit de vote⁽¹¹⁾)? Comme le montre le Tableau 10, les étudiants plus intéressés à la politique semblent mieux connaître la répartition des compétences entre les niveaux de pouvoir en Belgique. Ici, il semble donc que l'intérêt politique, une plus grande ouverture à la politique encourage ce type de connaissances⁽¹²⁾.

TABLEAU 10

Indice des réponses correctes sur la répartition des compétences
entre les gouvernements en Belgique et intérêt politique (en pourcentage)
(Liège, 2007)

	Beaucoup/ assez	Peu/ pas du tout	Total
Aucune	16	27	23
Une ou deux réponses correctes	31	32	32
Trois réponses correctes	26	22	23
Quatre ou cinq réponses correctes	27	20	22

1.179 répondants parmi un échantillon de 1.437.

$\chi^2 = 22,726$ ($p < .001$). Les totaux n'équivalent pas à 100% en raison des arrondis.

Par contre, dans le cas des questions sur les acteurs politiques, la variable «intérêt politique» ne fait que s'inscrire dans la tendance que les autres variables sociodémographiques nous avaient permis d'observer (Tableau 11). Comme beaucoup d'entre elles, cette variable est statistiquement significative: ceux qui se disent très intéressés par la politique connaissent beaucoup plus fréquemment les noms du Premier Ministre et du Ministre-Président. Sans conteste, il y a une influence de l'intérêt politique – ce qui ne devrait certes pas nous

⁽¹⁰⁾ B. FOURNIER, «Le mythe de la dépolitisation de la jeunesse», *Revue de la Faculté de droit de l'Université de Liège*, n° 2 (2007), pp. 295-299.

⁽¹¹⁾ Peu d'entre eux semblent aussi enthousiastes à l'idée de l'exercer plus tôt (moins de 25% souhaiteraient voir le droit de vote abaissé à 16 ans). Est-ce un refus de se voir imposer une «obligation»? Il reste tout de même un peu étrange de se refuser un «droit» – dès 16 ans, un jeune peut jouer un rôle social important.

⁽¹²⁾ Robert L. DUDLEY et Alan R. GITELSON, «Political Literacy, Civic Education, and Civic Engagement: A Return to Political Socialization?», *Applied Developmental Science*, 6, n° 4 (2002), 175-82.

surprendre. Mettre en évidence la cohérence de certains univers de socialisation est cependant important pour ne pas voir ces questions sur le fédéralisme belge comme un simple examen à choix multiple pour les jeunes⁽¹³⁾. Et le fait que cette variable semble transcender ce que nous avons identifié comme deux logiques différentes, entre les connaissances sur le partage des compétences et celles des acteurs politiques, est très révélateur. Si ces dernières étaient plus faciles à apprendre que les premières en raison de la complexité du système politique belge, manifester un plus grand intérêt pour la politique tend justement à renforcer cette dynamique. C'est ce que nous *suggèrent*, pour l'instant, nos données, et il conviendra évidemment d'aller plus loin.

TABLEAU 11
Indice des réponses correctes sur les acteurs politiques en Belgique
en fonction de l'intérêt politique (en pourcentage)
(Liège, 2007)

	Beaucoup / assez	Peu/ pas du tout	Total
Ne savent pas	20	31	27
Connaissent un nom	26	28	27
Connaissent les deux noms	54	41	46

1.231 répondants parmi un échantillon de 1.437.

$\chi^2 = 24,531$ ($p < .001$). Les totaux n'équivalent pas à 100% en raison des arrondis.

CONCLUSION

L'analyse des données réalisée pour cet article permet de tirer certaines conclusions et de formuler des hypothèses intéressantes pour l'étude des connaissances politiques, en particulier dans le cadre de régimes politiques fédéraux. Généralement, il est entendu que le niveau de connaissances est bas, bien que le nom du Premier Ministre soit largement connu – encore que le tiers des répondants ne savaient choisir son nom parmi la courte liste proposée. Les compétences proposées au niveau fédéral (la défense nationale et la justice) sont également connues – dans le cas de près des deux tiers des élèves. Cependant, la connaissance du partage des compétences est globalement moins répandue que celle des acteurs du jeu politique, et cet élément est le plus important. Il est raisonnable de penser que la complexité du système fédéral belge, avec ses Régions et ses Communautés, n'aide pas les jeunes à se construire une image limpide du fonctionnement du système et des responsabilités de chacun. C'est ce que nous

⁽¹³⁾ Annick PERCHERON, «The Influence of the Socio-Political Context on Political Socialization», *European Journal of Political Research*, 10 (1), 1982, 53-69.

suggère notre lecture des différentes variables sociodémographiques et notre indicateur d'intérêt politique.

L'étude des facteurs influençant la connaissance politique atteint donc un autre niveau de complexité dans un système fédéral. Il n'est déjà pas aisé, dans un système de type unitaire, pour des citoyens qui ne sont pas familiers avec la politique – et particulièrement pour des jeunes – de connaître les noms des différents ministres et les problèmes politiques divers (un phénomène amplifié par la nature des sources d'information modernes⁽¹⁴⁾). Dès lors que le système politique se décline en *plusieurs* formes de gouvernement, où les acteurs peuvent fréquemment et rapidement passer d'un niveau à un autre, et que la structure politique est fréquemment contestée – comme c'est le cas en Belgique en ce moment –, il est évident que les niveaux de connaissance politique sont fortement influencés par cette réalité.

Il est également intéressant de rappeler que les variables sociodémographiques traditionnelles ne sont pas toujours liées à la connaissance politique – à l'exception notable du genre et de l'année d'étude secondaire. La première variable est certainement liée à l'intérêt politique en général – les garçons s'intéressent largement plus que les filles à la politique (43 % contre 29 % se disent très ou assez intéressés par celle-ci dans notre enquête), la seconde est liée au programme scolaire. Quand la *connaissance* politique est véritablement vue comme un *savoir*, il est clair que le système éducationnel, pour les jeunes, reste la meilleure place possible pour apprendre quelque chose sur la politique. Logiquement, les étudiants plus âgés devraient connaître *plus*... Mais la connaissance politique est également un *pouvoir*, et c'est la raison pour laquelle il est si important de connaître ces niveaux de connaissance pour mesurer jusqu'à quel point les jeunes, comme les adultes, peuvent suivre, comprendre et influencer les débats qui les entourent. Dans le contexte belge actuel, il s'agit certainement d'une nécessité...

⁽¹⁴⁾ Une récente recherche effectuée par une étudiante en communication à l'Université de Montréal (Marie-Ève CARIGNAN) a montré qu'en moyenne la Société Radio-Canada présente une nouvelle en un peu moins de deux minutes. En France, le réseau privé TF1 présente une nouvelle en une minute et 15 secondes... Plus de sujets sont couverts mais sont-ils mieux expliqués? (Daniel BARIL, «Les bulletins télévisés du Québec et de la France à la loupe», *Forum*, Université de Montréal, <http://nouvelles.umontreal.ca/content/view/1514/221/>, accédé le 12 juin 2008). Et qu'en est-il de l'impact d'Internet?